

Circulaire n°03/08

25 novembre 2007

Bac pro en trois : mise en place d'une machine à tuer l'enseignement professionnel

La mise en place des Bac Pro en 3 ans se précise : elle est déjà très avancée dans certaines académies et l'académie de Strasbourg n'es pas en reste.

En effet, le Recteur, interpellé sur ce sujet par les représentants des organisations syndicales, dont le SNUEP-FSU) lors du dernier CTPA (Comité Technique Paritaire Académique) le 19 novembre a clairement répondu que, pour une quinzaine de formations, allant du tertiaire à l'industriel, le BEP sera supprimé pour la rentrée 2008

avec comme objectif la mutation de 50% des lycées. Il a ajouté que la mutation totale devra se faire en deux ans.

Nous vous faisons part de l'analyse de Nathalie Maulny-Lechonnoaux, Secrétaire académique de Caen, Chef de Travaux, qui a, à ce titre participé à un certain nombre de réunions sur l'avenir d la formation professionnelle publique et technologique dans l'Éducation nationale.

Pour faire rapide, les BAC PRO 3 ans sont la partie immergée de l'iceberg. La lame de fond sera la réforme des lycées annoncée pour janvier et c'est un véritable tsunami. Tout est au conditionnel bien entendu en l'absence de déclaration officielle du ministère. Tout d'abord la généralisation rapide des Bac Pro 3 ans. En fonction des académies, cette généralisation débutera dès la rentrée 2008 et concernera effectivement des élèves qui sont entrés en seconde professionnelle...

Nous savons tous ce que cela signifie pour les élèves de BEP pour lesquels il s'agit souvent d'une orientation par défaut. Plus de passerelle après le BEP puisque plus de BEP. Une baisse de l'offre de formation et un "calibrage" sur les bassins d'emplois. En clair une remise en cause du choix et du droit à l'orientation et à la réorientation. Je passe sur les effets désastreux d'une année en moins sur la réussite de nos élèves. Comme si celle-ci avait été de tout temps superflue. Tout d'abord il s'agit de récupérer des moyens donc des postes en supprimant une année de formation... En janvier, devrait être annoncé la réforme du lycée avec une fusion très probable des voies technologiques et professionnelles d'où le report pour 2009 de la réforme de la filière pro tertiaire administrative et des BAC STI, pour peaufiner le dossier de fusion. Un nouveau palier d'orientation post seconde générale devrait être aménagé avec orientation soit en S ou L (les ES seraient supprimées) ou en BAC PRO 2 ans, ou pour les plus en difficulté vers un CAP ou BEP (1 an probablement). Les BAC PRO seraient confiés aux certifiés CAPET, les BEP et CAP confiés aux Régions et les PLP renvoyés a la Région avec un statut collectivité territoriale. Rien ne permet d'assurer que des passerelles pourraient être mises en place pour basculer dans le corps des certifiés et de toute façon l'objectif est clair : 30 000 postes (chiffre à affiner) pour les 3 prochaines années et les PLP, c'est la dernière préoccupation du ministère. "Le PRDF c'est les Régions ; qu'elles récupèrent aussi la formation professionnelle !"...

*Il faut insister sur les conséquences rapides pour les **gamins**, pour les postes, pour les statuts et pour l'avenir tout simplement de la formation professionnelle en LP ou LT telle que nous la connaissons aujourd'hui.*

Quelles réponses apportons-nous à ce bouleversement brutal de la formation professionnelle publique ?

Sur le plan national, le SNUEP adressait un courrier dès la prise de connaissance du projet ministériel (voir ci-dessous), Une réunion à l'attention des responsables académiques du SNUEP est organisée à Paris jeudi 29 novembre. Le même jour, une rencontre intersyndicale LP est prévue. Elle sera suivie rapidement d'un rencontre pour tout le second degré.

Dans l'académie de Strasbourg, nous avons demandé à l'ensemble des organisations

syndicales des LP de se rencontrer au siège de la FSU le jeudi 29 novembre.

Il est clair que nous nous orientons vers une riposte d'importance à ce plan de démantèlement de l'enseignement professionnel et technologique, afin de faire barrage à ce projet, insensé pour les défenseurs d'une formation professionnelle de qualité, logique pour ceux qui ne se soucient que de faire des économies sur le dos de l'Éducation nationale, qui doit payer les cadeaux fiscaux faits aux plus riches.

Jacques SCHUHMACHER
Jean-Michel VAILLANT

La réforme du BEP tertiaire est bien sûr suspendue.

En ce qui concerne les élèves sortant de SEGPA, certes le CAP est maintenu mais la suppression du BEP leur coupe toute autre possibilité de poursuite d'étude.

Paris, le 9 novembre 2007

Monsieur MEMBRINI Jean Louis
Directeur Général de l'Enseignement Scolaire
Ministère de l'Education Nationale

Objet : *Plan de valorisation et de rénovation de l'Enseignement Professionnel.*

Monsieur le Directeur,

Dans une note adressée aux Recteurs, vous avez fait connaître des propositions ministérielles concernant le plan de valorisation et de rénovation de l'Enseignement Professionnel.

Vous souhaitez disposer à la fin de ce trimestre d'une synthèse nationale pour renforcer le pilotage national et conforter le pilotage académique.

Nous tenons à vous informer de l'inquiétude des collègues face à certaines propositions comme par exemple l'avenir du Brevet d'Etudes Professionnel, le développement éventuel des Baccalauréats professionnels en 3 ans avec toutes ses incidences, le resserrement de l'offre de diplômes.

Nous sollicitons donc une audience auprès de vous et de vos services afin d'aborder l'avenir de la voie professionnelle du Service Public.

Nous vous en remercions par avance.

Soyez assuré, Monsieur le Directeur, de notre profond dévouement au service public et laïc d'Enseignement Professionnel.

René PASINI
Secteur Education du SNUEP